

DÉCLARATION DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU G7 SUR LE RÉTABLISSEMENT DES SANCTIONS CONTRE L'IRAN

Le 1er octobre 2025 – Ottawa, Ontario – Affaires mondiales Canada

« Nous, les ministres des Affaires étrangères du G7 représentant l'Allemagne, le Canada, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni, ainsi que la haute représentante de l'Union européenne, sommes unis dans notre soutien à l'activation par les E3 du mécanisme de rétablissement des sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) et d'autres restrictions à l'encontre de l'Iran. Cette mesure résulte du non-respect persistant par le gouvernement iranien des obligations qui lui incombent en vertu du Plan d'action global commun (PAGC).

« Nous saluons le rétablissement, depuis 20 h 00 EDT (00 h 00 GMT) le 27 septembre 2025, des résolutions 1696 (2006), 1737 (2006), 1747 (2007), 1803 (2008), 1835 (2008) et 1929 (2010).

« Conformément à nos obligations en tant que membres de l'ONU, nous procédons actuellement à la réintroduction rapide des restrictions réappliquées par ces résolutions du CSNU. Nous exhortons tous les États membres de l'ONU à mettre pleinement en œuvre et à respecter ces sanctions et autres restrictions.

« Les E3 et les États-Unis ont proposé à plusieurs reprises et en toute bonne foi des voies diplomatiques à l'Iran afin d'éviter le rétablissement des sanctions et de parvenir à une solution négociée durable et globale. La diplomatie reste essentielle maintenant que le processus du CSNU a conduit à la réimposition des sanctions. Nous appelons l'Iran à s'abstenir de toute action susceptible d'aggraver la situation, à engager immédiatement des pourparlers directs avec les États-Unis et à réaliser des progrès tangibles vers le respect total de ses obligations en matière de non-prolifération nucléaire.

« L'Iran doit coopérer pleinement et immédiatement avec l'AIEA et s'acquitter intégralement des obligations qui lui incombent en vertu de l'accord de garanties généralisées conclu dans le cadre du TNP. Cela implique notamment d'autoriser la reprise des inspections de l'AIEA dans toutes ses installations nucléaires et de rendre compte de toutes les matières nucléaires qu'il détient, en particulier ses stocks d'uranium hautement enrichi pour lesquels il n'existe aucune justification civile crédible. Nous continuerons à œuvrer avec toutes les parties en vue d'une solution diplomatique afin de garantir que l'Iran ne se dote jamais de l'arme nucléaire. »

Personnes-ressources

Service des relations avec les médias

Affaires mondiales Canada

media@international.gc.ca

Suivez-nous sur X : [@CanadaPE](https://twitter.com/CanadaPE)

Aimez-nous sur Facebook : [La politique étrangère du Canada – Affaires mondiales Canada](https://www.facebook.com/LaPolitiqueEtrangereCanada)

